

CODE DE L'ENVIRONNEMENT INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Création d'une plateforme logistique

Compagnie Française de Distribution Physique
Rue Louis Pradel
69960 CORBAS



*Mémoire de réponse aux demandes de compléments
du 28 Octobre 2022*

Ce dossier a été élaboré avec le concours de



Compagnie Française de Distribution Physique	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
---	---	--------------------------

Remarque	Réponse
Description du projet et de la nature, du volume et du classement des activités	
<p>Rappel de la demande n°6 (rapport du 27/06/2022) : <i>Le plan d'ensemble (pièce jointe n°3) doit être corrigé et complété sur les points suivants : [...] le tracé des réseaux enterrés existants, jusqu'à 35 m, n'apparaît pas ; [...]</i></p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Le tracé des réseaux enterrés existants, jusqu'à 35 m des limites du site, n'apparaît toujours pas sur le plan en pièce jointe n°3.</p>	<p>Le plan d'ensemble (Plan des abords 35 m) a été complété et mis à jour avec le tracé des réseaux enterrés existants jusqu'à 35 m des limites du site. (Plan des abords 35 m en PJ3)</p>
<p>Rappel de la demande n°7 (rapport du 27/06/2022) : <i>Le dossier comporte des éléments incohérents voire contradictoires concernant la surface totale du projet et son détail. Il convient de le compléter avec un tableau des différentes surfaces au sol du projet (totale, bâtiments et autres structures couvertes, voiries, parkings, bassins, surfaces en stabilisé, espaces verts, etc) cohérent avec les indications des différentes pièces du dossier, qui seront opposables à l'exploitant et qui doivent donc être corrigées si elles sont erronées.</i></p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Le tableau ajouté au paragraphe 1.2 de la pièce jointe n°19 comporte plusieurs coquilles à corriger concernant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - doublon sur une surface de 2 680 m² (« surface voirie » et « surface de voiries PL, VL imperméables ») ; - « volume bassin étanche » de 667 m³, au lieu de la surface de ce bassin de 667 m² ; - « volume bassin d'infiltration » de 800 m³, l'information attendue dans ce tableau étant la surface de ce bassin de 422 m². 	<p>Le tableau au paragraphe 1.2 de la pièce jointe n°19 a été mis à jour sur les incohérences des surfaces. (PJ19)</p>
Capacités techniques et financières	

Remarque	Réponse
<p>Rappel des demandes n°5 et n°15 (rapport du 27/06/2022) :</p> <p>- La pièce jointe n°5 doit présenter les capacités financières dont la société CIE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE dispose pour lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement, et de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-7-6 du même code lors de la cessation d'activité, et non seulement celles du pôle FULTON.</p> <p>- Il convient d'indiquer, dans la pièce jointe n°5, le montant des investissements à réaliser. Par ailleurs, si les capacités financières du pôle FULTON sont nécessaires pour répondre aux exigences mentionnées dans la demande n°5, il convient de fournir un engagement ferme de soutien financier établi par son représentant légal.</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : La pièce jointe n°5 a été complétée d'un document dans lequel le gérant de la société associée gérante atteste que la société CIE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE, au capital de 1 050 €, possède les capacités financières pour mener à bien le projet dont le montant d'investissement est estimé à 9 M € HT. Aucun élément n'est apporté pour justifier de capacités financières effectives suffisantes.</p> <p>Comme évoqué à la demande n°15 du rapport du 27/06/2022, dans le cas où il ne serait pas possible de justifier des capacités financières de la société CIE FRANÇAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE, il pourrait être envisagé de compléter la pièce jointe n°5 par un engagement ferme de soutien financier établi par le représentant légal de la société FULTON (dont les capacités financières sont présentées dans le dossier).</p> <p>En l'absence de ces éléments, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer le refus de la demande d'enregistrement à l'issue de son instruction.</p>	<p>La SNC COMPAGNIE FRANCAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE – DIP est une filiale de la SARL LENNOX, Société A Responsabilité Limitée à capital variable, au capital souscrit de 212,31 euros, ayant son siège social sis 39, avenue George V – 75008 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 433 943 669 .</p> <p>La SARL LENNOX, dont vous trouverez les comptes consolidés au 31 décembre 2021 joints au dossier, est, depuis une quinzaine d'années, un acteur de la promotion immobilière, dont les opérations sont développées sous la marque « FULTON ».</p> <p>Il est précisé que la SARL LENNOX entretient des liens étroits avec la SAS FULTON mentionnée dans le dossier ICPE. En effet, non seulement ces deux sociétés sont chacune à la tête d'un pôle de promotion immobilière appartenant au même groupe, mais la SARL LENNOX, ainsi que ses filiales dont la SNC COMPAGNIE FRANCAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE – DIP, bénéficient de concessions de licence de marque « FULTON », accordée par la SAS FULTON, pour la réalisation des activités de promotion immobilière.</p> <p>Dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'enregistrement de l'entrepôt en objet, la SARL LENNOX s'engage donc à fournir les moyens financiers à sa filiale, la SNC COMPAGNIE FRANCAISE DE DISTRIBUTION PHYSIQUE – DIP, afin de permettre à cette dernière de mener à son terme la construction de la plateforme logistique objet de la demande d'enregistrement du 14 Juin 2022 et dont le montant d'investissement est estimé à 9 millions d'euros HT.</p> <p>Les capacités techniques et financières de la société ont été complétées par un engagement ferme établi par le représentant légal de la société FULTON (dont les capacités techniques et financières sont présentées dans le dossier).</p> <p>Capacités techniques et financières (PJ5).</p>

Compagnie Française de Distribution Physique	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
---	---	--------------------------

Remarque	Réponse
Justification du respect des prescriptions applicables (arrêté du 11/04/2017 – rubrique 1510)	
<p>Rappel de la demande n°23 (rapport du 27/06/2022) : <i>La pièce jointe n°6 doit être complétée pour expliquer les modalités qui seront mises en œuvre afin que le système de télésurveillance évoqué permette effectivement une ouverture immédiate de l'accès au site sur demande ou directement par le SDMIS.</i></p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Sauf erreur, il ressortait des échanges lors de la réunion du 22/09/2022 que le dossier serait complété pour indiquer la mise en place d'un système d'ouverture par clé pompier. Cela n'a pas été fait. En l'état, la pièce jointe n°6 (point 3.1 du tableau) ne justifie toujours pas de la possibilité d'ouverture immédiate de l'accès au site à tout moment (y compris en dehors des heures d'exploitation).</p>	<p>L'ouverture immédiate de l'accès au site sur demande ou directement par le SDMIS sera assurée via la mise en place d'un système d'ouverture par clé pompier permettant l'accès au site à tout moment (y compris en dehors des heures d'exploitation).»</p> <p>Cette indication a été rajoutée au point 3.1 du tableau de conformité à l'arrêté ministériel du 11 Avril 2017 (PJ6).</p>
<p>Rappel de la demande n°25 (rapport du 27/06/2022) : <i>Les indications figurant sur les plans ne permettent pas de vérifier le rayon intérieur (et le cas échéant la surlargeur) des virages de la voie engins. Le dossier doit être complété pour faire apparaître sur un plan ces indications, qu'il convient également d'indiquer dans la pièce jointe n°6.</i></p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Les indications demandées (rayon intérieur et le cas échéant surlargeur, pour chaque virage de la voie engin) n'ont pas été ajoutées à la pièce jointe n°6 (point 3.2 du tableau). Des indications sont mentionnées sur le plan. Néanmoins, elles sont incomplètes et parfois difficilement lisibles et elles montrent que, pour au moins un des virages, les prescriptions ne sont pas respectées (rayon intérieur inférieur à 13 m et surlargeur inférieure à 15/R).</p>	<p>Les indications sur les rayons intérieurs de la voie engin ont été rajoutées au point 3.2 de la PJ6.</p> <p>Le plan des abords 35 m (PJ3) a été complété et corrigé avec les indications sur les caractéristiques des virages de la voie engin.</p>

Remarque	Réponse
<p>Rappel de la demande n°28 (rapport du 27/06/2022) : La pièce jointe n°6 doit être complétée pour préciser les différents matériaux retenus afin de garantir le respecter des prescriptions.</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Le mémoire en réponse indique que des fiches techniques des principaux matériaux équivalents de ceux qui seront retenus se trouvent en annexe 3 de la nouvelle pièce jointe n°20. La pièce jointe n°6 n'a pas été complétée : aucun lien n'est fait entre les prescriptions applicables, le choix des matériaux et le contenu des fiches techniques ajoutées en pièce jointe n°20. Il convient de faire ce lien pour chaque prescription relative aux caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu des matériaux à mettre en œuvre, en indiquant dans le tableau de comparaison de la pièce jointe n°6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le matériau équivalent retenu, et ses caractéristiques au regard de la prescription applicable ; – lorsqu'elle est jointe au dossier, la fiche technique – et le paragraphe de cette fiche – indiquant ces caractéristiques. 	<p>Les mesures prises pour justifier de la conformité des matériaux choisis seront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégration dans les dossiers d'appel d'offres des prescriptions réglementaires en matière de réaction / résistance au feu dès lors que la réglementation l'impose, • La fourniture par l'entreprise des PV des matériaux avec contrôle préalable de l'architecte, • Le suivi par un bureau de contrôle agréé du chantier avec la mission « ENV » qui permet de vérifier spécifiquement tous ces points réglementaires liés à la réglementation ICPE. <p>Ces mesures ont été rajoutées à la PJ6 pour les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 Avril qui sont concernées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point 4 : Dispositions constructives, - Point 12 : Installations électriques et équipements métalliques, - Point 17 : Ventilation et recharge de batteries, - Point 18.1 : Chaufferie.
<p>Rappel de la demande n°29 (rapport du 27/06/2022) : La pièce jointe n°6 doit être complétée concernant la prescription relative au classement au moins EI2 120 C2 du ferme-porte des portes d'intercommunication isolant les bureaux et locaux sociaux.</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Le complément apporté dans la pièce jointe n°6 ne répond pas entièrement à la demande (il est fait mention de portes « REI 120 »). De plus il est apporté au point 15 (installations électriques) au lieu du point 4 (dispositions constructives).</p>	<p>Les fermes-porte des portes d'intercommunication isolant les bureaux et locaux sociaux seront de classe EI2 120 °C.</p> <p>Cette indication a été rajoutée au point 4 du tableau de conformité dans la PJ6.</p>
<p>Rappel de la demande n°30 (rapport du 27/06/2022) : La pièce jointe n°6 doit être complétée concernant les prescriptions relatives au désenfumage des locaux techniques présentant un risque incendie (point 5.1).</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Aucun élément complémentaire n'a été apporté pour répondre à cette demande.</p>	<p>Les locaux techniques sont situés à l'extérieur de l'entrepôt. De plus, ils seront munis d'ouvrants de désenfumage.</p> <p>Plans de toitures et de désenfumage dans les pièces de conformités de la PJ6.</p>

Remarque	Réponse
<p>Rappel de la demande n°31 (rapport du 27/06/2022) : La note de calcul et le plan des toitures accompagnant la pièce jointe n°6 mentionnent 5 cantons de désenfumage, tandis que le plan de coupe AA fourni semble représenter des écrans de cantonnement correspondant à 10 cantons. Ce plan de coupe doit être complété pour faire apparaître les écrans de cantonnement correspondant aux 5 cantons mentionnés dans les autres pièces du dossier (ou ces dernières doivent être corrigées s'il est prévu 10 cantons).</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Le plan de coupe AA n'a pas été complété pour faire apparaître les écrans de cantonnement, mais un plan de désenfumage a été ajouté afin de clarifier la délimitation des cantons. Une interrogation demeure s'agissant de la réalité technique de cette délimitation, en fonction des caractéristiques des éléments de structure apparaissant sous la toiture (en gras) sur le plan de coupe : s'il s'agit d'éléments traversants sur toute la largeur de l'entrepôt, il convient de vérifier que leurs caractéristiques (notamment hauteur) permettent de garantir qu'ils ne joueront pas un rôle d'écran de cantonnement de façon involontaire.</p> <p>S'ils ne sont pas susceptibles de jouer ce rôle, ce point n'appelle pas d'observation.</p> <p>En revanche, si ces éléments de structure sont effectivement susceptibles de jouer ce rôle, la délimitation des cantons doit être corrigée pour en tenir compte et les éléments du dossier doivent permettre de vérifier que la surface utile des exutoires de désenfumage permet encore de garantir le ratio minimal de 2 % par canton.</p>	<p>Les éléments de structure ne sont pas susceptibles de jouer un rôle d'écran de cantonnement de façon involontaire, le plan de coupe a été complété pour faire apparaître les écrans de cantonnement.</p> <p>Le plan de coupes est présenté dans les pièces de conformités de la PJ6.</p>
<p>Rappel de la demande n°36 (rapport du 27/06/2022) : Le calcul D9A fourni prend en compte une surface imperméabilisée de 10 586 m². Cette valeur est incohérente avec les indications figurant dans la note de gestions des eaux fournie. Le calcul doit être corrigé pour prendre en compte l'ensemble des surfaces sujettes à un ruissellement des eaux pour une pluie de 10 mm et recueillies dans le bassin de rétention.</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Les compléments apportés ne répondent pas à cette demande. Certaines surfaces susceptibles de générer des écoulements vers le bassin (stabilisé – 2 886 m²) restent non prises en compte dans le calcul.</p>	<p>La note de calcul D9A a été mise à jour en prenant en compte l'ensemble des surfaces sujettes à un ruissellement des eaux pour une pluie de 10 mm et recueillies dans le bassin de rétention.</p> <p>Les notes de calcul D9/D9A sont présentées dans les pièces de conformités de la PJ6.</p> <p>La PJ6 a été mise à jour avec le nouveau calcul D9A au point 11.</p>

Compagnie Française de Distribution Physique	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'enregistrement
---	---	--------------------------

Remarque	Réponse
<p>Rappel de la demande n°37 (rapport du 27/06/2022) : La pièce jointe n°6 doit être complétée pour préciser les dimensions du bassin de rétention (volume, surface, hauteur utile, cote du fond de l'ouvrage, cote de la canalisation d'arrivée).</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : La cote de la canalisation d'arrivée n'est pas mentionnée dans la pièce jointe n°6, mais a bien été ajoutée sur les plans. Or, au vu de la valeur indiquée pour cette cote et des autres éléments de dimensions précisés (cote de fond et surface du bassin), il apparaît que le volume utile du bassin serait inférieur à celui résultant du calcul D9A.</p>	<p>La cote de la canalisation d'arrivée est 1,58 m. Cette indication a été ajoutée à la PJ6, au point 11.</p> <p>Le plan de coupe en pièces annexes de la PJ6 a été complété avec les caractéristiques du bassin de rétention. Le volume utile du bassin de rétention (1373,49 m³) est donc supérieur au volume D9A calculé (1369 m³).</p>
<p>Rappel de la demande n°45 (rapport du 27/06/2022) : La pièce jointe n°6 doit être complétée concernant les prescriptions relatives aux panneaux photovoltaïques qu'il est prévu d'installer en toiture de l'entrepôt (section V de l'arrêté du 04/10/2010).</p> <p>Analyse des compléments du 19/10/2022 : Aucun élément complémentaire n'a été apporté suite à cette demande. Il est encore mentionné « sans objet » dans la pièce jointe n°6.</p>	<p>Une analyse de conformité à la section V de l'arrêté du 04 Octobre 2010 a été rajoutée au tableau de conformité de la PJ6.</p>